

Présidentielle malgache - Nuages noirs sur le second tour

Blog de Sylvain Rakotoarison – 23/12/13

Les opérations électorales du scrutin du 20 décembre 2013 se sont déroulées dans le calme et la sérénité. Cependant, l'issue de l'élection présidentielle risque d'être contestée : chacun des deux candidats finalistes revendique effectivement la victoire.



Le [second tour de l'élection présidentielle](#) à Madagascar qui a eu lieu le vendredi 20 décembre 2013 se serait déroulé dans les meilleures conditions possibles, selon les observateurs.

Dès le matin, les électeurs sont arrivés avec affluence, certains bureaux de vote avaient même une file d'attente dès 5 heures 30 du matin alors qu'ils ouvraient à 6 heures, et en milieu de journée, dans certaines villes, la moitié des électeurs s'étaient déjà déplacés.

Toutefois, la participation, au final, devrait être autour de 50%, soit très en dessous de 62% de la participation au [premier tour](#), le 25 octobre 2013. Il faut dire qu'une vingtaine de candidats n'avaient [pas pris position](#) pour le second tour, entre Jean-Louis Robinson, soutenu par l'ancien Président Marc Ravalomanana et l'ancien Premier Ministre Camille Vital, et Hery Rajaonarimampianina, soutenu par le Président [Andry Rajoelina](#) ainsi que Roland Ratsiraka, le neveu de l'ancien Président.

Les "lacunes" du second tour

Certains observateurs internationaux avaient relevé quelques "lacunes" dans le processus, en particulier dans des retards de livraison du matériel électoral mais qu'elles n'étaient pas généralisées et n'auraient pas de conséquence sur les résultats.



Le 22 décembre 2013, la Mission d'observation électorale de l'Union Africaine notait une amélioration de la formation des agents électoraux par rapport au premier tour et un meilleur dispositif pour collecter les résultats (hélicoptères pour acheminer les urnes etc.).

Le 23 décembre 2013, la Mission d'observation électorale de l'Union Européenne a constaté, quant à elle, de fortes disparités de moyens financiers entre les candidats, et a souligné la nécessité de réglementer les dépenses de campagne. Actuellement, aucun plafond n'a été établi, si bien que le candidat Hery Rajaonarimampianina n'a pas lésiné sur les moyens pour faire sa campagne.

Les deux missions d'observation ont par ailleurs condamné la signature du décret n°2013-593 du 6 août 2013 qui allait à l'encontre des dispositions de la [feuille de route](#) adoptée en automne 2011 : ce décret permettait aux chefs des institutions de faire librement campagne sans toutefois prendre la parole dans les meetings, ce qui violait la neutralité indispensable des représentants de l'État.

Ce décret avait été abrogé à la fin de la campagne par la Cour électorale spéciale (CES), le soir du mercredi 18 décembre 2013 (la campagne se terminait à 6 heures du matin le 19 décembre) et cette annulation aurait un effet rétroactif (le décret étant considéré comme n'ayant jamais eu lieu).

Frêle avantage pour Rajaonarimampianina

Les premiers résultats, dès les premières heures après la clôture du scrutin, ont montré la pire des configurations, à savoir que les deux candidats étaient au coude à coude, avec une légère avance en faveur de Hery Rajaonarimampianina.



À 15 heures (heure malgache), ce lundi 23 décembre 2013, la tendance après recomptage de 6 351 bureaux sur les 20 001 au total donnait Hery Rajaonarimampianina avec 52,3% et Jean-Louis Robinson avec 47,7%. Vu les grandes différences entre les tendances et la fin du recomptage (parfois avec une évolution de 9% de l'électorat), il est assez probable que dans tous les cas, les résultats ne seraient pas massifs pour l'un ou l'autre des candidats.

En fait, la contestation a eu lieu dès la fin des opérations électorales car, dès 19 heures le 20 décembre 2013, chaque candidat avait revendiqué sa victoire.

Contestations du processus

Celui qui accuse actuellement un retard, Jean-Louis Robinson, a contesté le processus dès le 22 décembre 2013 et a déclaré : « *Nous demandons l'arrêt de la publication des résultats de l'élection et voulons revoir toutes les urnes pour vérifier les bulletins pré-cochés dans les urnes.* ». Et Hery Rajaonarimampianina a répondu le même jour aux accusations de fraudes de son concurrent : « *Je suis désolé de le dire, mais c'est l'argument des mauvais perdants.* ».



Dans sa conférence de presse du lundi 23 décembre 2013, Jean-Louis Robinson a violemment attaqué la CENIT (Commission électorale nationale indépendante pour la transition) en mettant en cause sa présidente Béatrice Allah dont il a exigé la démission car elle fut précédemment une ancienne conseillère de Hery Rajaonarimampianina. Mais surtout, Jean-Louis Robinson a répété ses accusations de fraudes électorales en affirmant que son équipe avait les preuves de fraudes massives et en demandant l'arrêt de la publication des résultats partiels : « *Je ne crois pas à ces résultats relatés sur la [télévision] et la [radio].* ».

Autre fait troublant, l'ancien Premier Ministre Camille Vital, candidat du premier tour qui avait apporté son soutien à Jean-Louis Robinson, a été arrêté le 21 décembre 2013 ; il a été interdit de sortir du territoire alors qu'il voulait se rendre à l'Île Maurice. Cette interdiction émanait de la Présidence de la Transition mais le 22 décembre, le directeur général de la police nationale, Désiré Johnson Rakotondratsima affirmait ne pas avoir reçu de mandat d'arrêt contre Camille Vital et le 23 décembre, le Premier Ministre Jean Omer Beriziky lui-même considérait comme illégale cette interdiction de sortie du territoire.

Risque d'enlèvement à court terme

Inquiète, l'ambassade américaine à Tananarive a déjà appelé ce 23 décembre les différentes parties à tout faire pour rétablir l'État de droit et garantir les droits fondamentaux dans un esprit de réconciliation.

L'écart actuellement très faible entre les deux candidats après le dépouillement de près de 32% des bureaux de vote, l'abrogation rétroactive du décret autorisant des responsables institutionnels à prendre partie, et la contestation pour fraudes massives du candidat donné actuellement perdant n'augurent rien de bon pour les jours et semaines à venir. Il fallait un Président de la République élu de manière impartiale et dont l'élection soit reconnue de tous. À ce jour, on ne s'achemine malheureusement pas vers cela.

Source : <http://rakotoarison.over-blog.com/article-sr-121624505.html>